



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm  
N°117 – Semaine du 27 avril 2026

### LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE PIB de la zone nordique en 2025

# 2 017 Md USD

Le PIB suédois représente un tiers de celui de la zone avec 669 Md USD en 2025. La Norvège est la 2<sup>e</sup> économie de la région (531 Md USD), suivie par le Danemark (462 Md USD), la Finlande (317 Md USD) et l'Islande (38 Md USD). Ensemble, les pays se situent à la 4<sup>e</sup> position de l'Union européenne et représentent 1,7% du PIB mondial en 2025.

Source: [World Economic Outlook, FMI, Avril 2026](#)

## Pays nordiques

**La Finlande, avec la Suède et l'Estonie, sollicite 9,5 M€ auprès de la Commission européenne afin de renforcer les capacités de réparation des câbles en mer Baltique.** L'Agence nationale finlandaise d'approvisionnement d'urgence (*Fi. Huoltovarmuuskeskus*) a lancé un projet, associant la Suède et l'Estonie, visant à renforcer la capacité de réparation des câbles sous-marins en mer Baltique. Le gouvernement finlandais souhaite garantir un accès rapide, dans la région, à un navire capable d'intervenir en cas de dommages. Une demande de financement de 9,5 M€ a été déposée auprès de la Commission européenne, laquelle devrait rendre sa décision à l'automne prochain.

**Airvance Group rachète les activités CVC de Saint-Gobain en Scandinavie.** Le groupe français *Airvance*, acteur majeur du secteur du chauffage, de la ventilation et de la climatisation (CVC), annonce la signature d'un accord avec Saint-Gobain en vue de l'acquisition de ses activités CVC en Scandinavie. Cette opération porte sur les sociétés *Bevego* en Suède, *Ventistål* en Norvège et *Øland Airforce* au Danemark. L'ensemble représente un chiffre d'affaires cumulé d'environ 415 M€ et emploie près de 950 collaborateurs, répartis dans plus de 60 centres de service et sites de production à travers la région. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué à ce stade.

# Danemark

## **Les exportations danoises ont baissé de 3,7% en février.**

Selon l'Institut statistique danois, les exportations de biens et services ont reculé de 3,7% en février pour atteindre 169,9 Md DKK (22,7 Md€), portant l'excédent de la balance courante à 25,1 Md DKK (3,35 Md€), soit 1 Md€ de moins qu'en janvier. Cette baisse s'explique par une diminution de 4,6% des exportations de services, principalement en raison de la baisse des exportations de services de transport maritime. Les exportations de biens ont également baissé de 3,1%, notamment sous l'effet du recul de 6,0% des exportations de biens produits à l'étranger et ne transitant pas par le territoire danois. Les exportations de biens et services vers les États-Unis, premier partenaire commercial du Danemark, ont particulièrement ralenti et ont diminué de 9 Md DKK (1,2 Md€) en janvier puis de 700 M DKK (94 M€) supplémentaires en février pour atteindre 25 Md DKK (3,35 Md€).

## **La contribution des grands groupes industriels à la balance des paiements courants continue de croître.**

Une nouvelle étude de l'Institut statistique danois indique que la contribution du secteur industriel à l'excédent de la balance des paiements courants est passée de 278 Md DKK (37,2 Md€) en 2018, soit 146% du surplus total, à 531 Md DKK (71 Md €) en 2025, soit 120% du surplus total. Le poids de l'industrie reste supérieur à l'excédent total de la balance des paiements, qui s'élevait à 441 Md DKK (59 Md€) en 2025, soit 14% du PIB, contre 189,7Md DKK (25,38 Md €) en 2018, correspondant à 9% du PIB. D'autres secteurs, comme le secteur tertiaire, contribuent négativement à la balance des paiements courants. Cette contribution du secteur industriel est concentrée dans les dix plus grands groupes industriels, qui représentaient 68% de la contribution de

l'industrie à l'excédent de la balance des paiements courants en 2025, contre 57% en 2018.

## **La vente de voitures électriques d'occasion atteint des records.**

Les Danois se tournent toujours plus vers l'achat de véhicules électriques. La vente de 14 567 véhicules électriques neufs et de 15 850 véhicules électriques d'occasion au mois de mars établit un record et confirme cette tendance à la hausse. Au premier trimestre 2026, les ventes de véhicules électriques d'occasion ont augmenté de plus de 10% en glissement annuel et ce, alors que le marché de l'occasion a globalement reculé de 8% au cours de la même période. La flotte de véhicules électriques particuliers, en forte augmentation (+39,1% en année glissante), vient de dépasser la flotte de véhicules diesel et représente aujourd'hui plus de 20% de l'ensemble des voitures particulières immatriculées au Danemark. L'accélération est marquée depuis le second semestre 2025 et devrait s'accroître, sous l'effet de la hausse des prix des carburants. En 2025, 68,5% des 184 602 voitures particulières neuves immatriculées étaient électriques, soit deux véhicules sur trois. L'électrification a également progressé dans d'autres segments. En 2025, 30,9% des fourgonnettes vendues étaient électriques (et 1,5% de véhicules hybrides rechargeables), contre 19,9% en 2024. Les camions électriques représentaient 14,8% des immatriculations, contre 6% en 2024. Enfin, les bus électriques représentaient 70,9% des immatriculations, contre 50,7% en 2024.

## **Novo Nordisk conclut un partenariat stratégique avec OpenAI.**

Cette collaboration vise à permettre aux employés du groupe pharmaceutique de mieux utiliser l'intelligence artificielle dans leur travail quotidien avec l'objectif de renforcer la compétitivité et la croissance de l'entreprise.

Si l'intégration de l'intelligence artificielle d'OpenAI pourra accélérer les travaux de R&D et la commercialisation de nouveaux traitements, Novo vise également l'amélioration de l'efficacité dans les domaines de la production, de la chaîne d'approvisionnement, de la distribution et du fonctionnement de l'entreprise. Tous les employés seront ainsi concernés, mais aucune réduction des effectifs n'est prévue. Les premiers projets pilotes devraient être lancés prochainement et la mise en place complète du partenariat avec OpenAI, achevée d'ici la fin de l'année 2026.

### **Coop lance une nouvelle stratégie de développement durable visant à rendre le secteur alimentaire neutre en carbone.**

Deuxième plus grand groupe de distribution alimentaire du Danemark, Coop a atteint son objectif 2025 en réduisant les émissions de gaz à effet de serre liées à ses propres activités de 79,2%, ou environ 58 000 tonnes de CO<sub>2</sub>, par rapport au niveau de 2018 (l'objectif 2025 étant de 75%). Il se concentrera désormais sur le plus long terme avec des objectifs intermédiaires fixés pour 2030 et 2035 et l'ambition d'atteindre la neutralité carbone tant au niveau de ses propres activités que de sa chaîne de valeur d'ici 2050. Bien que le plan détaillé pour y parvenir ne soit pas encore arrêté, Coop envisage de durcir ses exigences envers ses fournisseurs. Les certifications environnementales pourraient y contribuer, tout comme l'introduction éventuelle d'une obligation d'utiliser des matières premières provenant de l'agriculture régénératrice.

# Finlande

**Selon la Banque de Finlande, les bonnes performances économiques du pays depuis fin 2025 seront éclipsées par la hausse des prix de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient.** Le PIB devrait croître de 0,6% en 2026, soit 0,2 points de pourcentage de moins que dans la projection macroéconomique effectuée en décembre 2025. La Banque souligne que l'impact sur les prix à la consommation et sur la croissance économique dépendra essentiellement de la durée du conflit.

**La Finlande n'est pas menacée par une pénurie de carburant.** Selon le directeur général de l'Agence nationale d'approvisionnement d'urgence (NESAs), la majorité des produits pétroliers importés par la Finlande arrivent de la mer du Nord et la Finlande dispose de ses propres capacités de raffinage. Pour sa sécurité d'approvisionnement, la Finlande a un stock équivalent à cinq mois de consommation normale de produits pétroliers.

**Revenio acquiert Visionix.** Le finlandais *Revenio* a fait l'acquisition du français *Visionix*, fournisseur de solutions pour les professionnels de la santé visuelle, pour 290 M€. *Revenio* financera 56 M€ par une émission d'actions. *Visionix* emploie près de 600 personnes à Pont-de-l'Arche. *Revenio* compte environ 250 personnes. Ensemble, les deux entreprises formeront un fournisseur de solutions globales sur le marché mondial des soins oculaires, avec un chiffre d'affaires de plus de 250 M€ et un effectif de plus de 800 personnes.

**La Finlande envisage d'introduire une taxe de séjour d'ici 2028.** Le gouvernement prépare un projet de loi qui permettra aux municipalités d'instaurer une taxe de séjour. La mesure contribuera à financer les infrastructures locales et compenser les coûts liés au tourisme. La faculté de mettre en place la taxe serait décidée par chaque municipalité. La taxe versée par les touristes nationaux et étrangers s'appliquerait à tous les services d'hébergement.

**Les défauts de paiement atteignent un niveau quasi record en Finlande.** A la fin du mois de mars 2026, le nombre de personnes ayant manqué à leurs obligations de paiement s'élevait à 385 000, une augmentation de 12 000 défauts de paiement par rapport à la même période l'année dernière. La Finlande se rapproche de son record historique de défauts de paiement, atteint pendant la pandémie de Covid avec 392 000 cas.

**Le ministère de l'Agriculture estime que le tarif de l'eau est trop faible et devrait être réévalué à la hausse.** La loi sur les services d'eau, entrée en vigueur au début de cette année, impose aux compagnies des eaux d'améliorer la fiabilité de leurs opérations et de garantir un approvisionnement en eau de bonne qualité. Les investissements prévus à cet effet vont être répercutés sur la facture des consommateurs.

# Islande

## **Le gouvernement annonce une série de mesures temporaires contre l'inflation.**

En vigueur du 1er mai au 31 août, ces mesures reposent principalement sur une baisse de la TVA sur les carburants, de 24% à 11% : selon les premières estimations, les recettes de l'Etat devraient baisser de plus de 3 Md ISK en conséquence, soit environ 20M€. En parallèle, un renforcement du contrôle des prix a été instauré pour garantir que cette réduction fiscale soit bien répercutée par les distributeurs, avec une implication accrue de l'Autorité de la concurrence et un soutien financier supplémentaire à l'*Alþýðusamband Íslands (ASÍ, Confédération du travail)* pour assurer le suivi. Enfin, 500 Md ISK, soit 3,5 M€, seront investis dans le développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Bien que leur impact direct sur l'inflation reste limité, ces mesures visent avant tout à stabiliser les anticipations et à encourager les entreprises à contenir leurs hausses de prix.

## **Le gouvernement islandais présente une nouvelle politique de l'emploi sur dix ans.**

Présentée par la Première ministre Kristrún Frostadóttir, elle vise à renforcer une croissance économique jugée insuffisante, marquée par une stagnation du PIB par habitant depuis 2018 et une dépendance excessive à la croissance démographique. Elle entend soutenir les secteurs à forte productivité, les exportations, l'innovation et l'utilisation durable des ressources : la stratégie met l'accent sur la modernisation des infrastructures, l'augmentation de la production énergétique, la simplification des réglementations et le renforcement des filières STEM pour améliorer la productivité du travail. Selon les données récentes de l'Institut national de statistique, le pays comptait 216 400 personnes en emploi en février 2026, en augmentation de 0,16% par rapport à février 2025.

## **Les salaires islandais parmi les plus élevés d'Europe.**

Selon le gouverneur de la Banque centrale d'Islande Ásgeir Jónsson, qui s'appuie sur les données Eurostat publiées fin mars, les salaires islandais figurent parmi les plus élevés en Europe : ils ont augmenté d'environ 6 à 7 % par an au cours des cinq dernières années. Les salaires réels et le revenu disponible ont également augmenté en moyenne de 4,6%. Les coûts du travail restent très élevés : les statistiques nationales estiment un coût horaire moyen supérieur à 8 000 ISK (soit environ 56€) en 2025, avec de fortes disparités sectorielles, allant d'environ 6 000 ISK dans l'hôtellerie-restauration à plus de 12 000 ISK dans la finance. Cette structure de coûts élevés contribuerait, selon la Banque centrale, à maintenir des pressions inflationnistes et à expliquer en partie le niveau élevé des taux d'intérêt.

## **Le projet de fusion des deux banques Arion Banki et Kvika Banki officiellement abandonné.**

Annoncé en 2025, le projet avait progressé jusqu'à des discussions approfondies avec l'Autorité de la concurrence islandaise et la signature d'un accord préliminaire entre les deux établissements. Toutefois, après examen du dossier par l'Autorité, les deux banques ont conclu que la fusion ne pouvait pas être réalisée dans les conditions proposées. Le projet a donc été officiellement abandonné en avril 2026, mettant fin à plusieurs mois de négociations.

# Norvège

## **Crise au Moyen-Orient : inquiétudes économiques.**

Le ministre des Finances, Jens Stoltenberg, s'inquiète de l'échec des négociations de paix au Moyen-Orient et du blocus du détroit d'Ormuz et des ports iraniens décrété par Donald Trump. Il y aurait encore une trentaine de navires liés à la Norvège dans le détroit. La hausse des prix du pétrole et de l'inflation « se répercute également sur l'économie norvégienne, où elle va faire grimper les prix », prévient-il, tout en rappelant que la Norvège perd davantage à cause de l'impact des fluctuations des marchés boursiers sur la valorisation de son fonds souverain qu'elle ne gagne grâce à la hausse des prix du pétrole. Un groupe d'experts a néanmoins récemment conclu que le Fonds souverain ne devrait pas modifier sa stratégie d'investissement et conserver la majeure partie de ses placements sur le marché américain, rappelle J. Stoltenberg.

## **Ukraine : Jens Stoltenberg co-préside une réunion des donateurs en marge du FMI.**

En marge des réunions de printemps du FMI à Washington, les ministres des Finances norvégien Jens Stoltenberg et allemand Lars Klingbeil ont co-présidé une réunion informelle réunissant les principaux pays donateurs (dont la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon), la Commission européenne, l'OTAN et le gouvernement ukrainien. L'objectif est de mieux coordonner le soutien financier à moyen terme à l'Ukraine. J. Stoltenberg a insisté sur le maintien des sanctions contre la Russie, estimant qu'elles ne devaient être levées qu'une fois que les conditions de paix durables étaient réunies.

**Hausse de 4,4% des salaires dans l'industrie.** Le syndicat *Fellesforbundet* et le patronat *Norsk Industri* ont conclu un accord salarial fixant la hausse à 4,4%, soit le même niveau que lors de la négociation de l'année dernière, et au-dessus des prévisions gouvernementales de 4%. Le débloqué a été

facilité par la ministre du Travail Kjersti Stenseng, qui a promis de réduire les délais de traitement des demandes d'indemnités maladie à la caisse sociale Nav. Cet accord, qui servira de référence pour les négociations dans le secteur public, devrait peser sur les finances de l'État et des communes.

## **La Norvège envisage la suppression de sa taxe sur les émissions d'oxydes d'azote.**

Le ministère des finances a lancé une consultation publique sur le maintien ou la suppression de la taxe sur les émissions d'oxydes d'azote (NOx). Instaurée pour respecter les engagements internationaux de la Norvège dans le cadre du Protocole de Göteborg et de l'accord EEE, cette taxe pourrait avoir « rempli son rôle » : la Norvège respecte déjà ses obligations actuelles et devrait également satisfaire aux nouvelles exigences en vigueur à partir de 2030. Une éventuelle suppression serait soumise à l'approbation du *Storting* et annoncée dans le cadre du budget national.

## **La droite souhaite relancer le débat sur le nucléaire civil.**

A la suite de la parution le 8 avril du rapport préconisant de ne pas lancer la création d'une filière d'énergie nucléaire en Norvège, les partis de droite souhaitent relancer le débat. Le Parti conservateur ne souhaite pas exclure cette option et appelle à ne plus prendre de retard dans la diversification énergétique. De leur côté, le Parti du progrès et le Parti chrétien-populaire vont organiser une réunion d'urgence avec les partis de droite pour mettre ce sujet à l'agenda du *Storting*. Ils espèrent obtenir le soutien du Parti du centre, ce qui leur permettrait d'obtenir la majorité. La consultation publique se déroulera jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

# Suède

## **Le gouvernement présente un budget rectificatif limité (7,7 Md SEK soit 720 M€), centré sur le soutien aux ménages face à la hausse des coûts de l'énergie.**

Ces mesures de soutien, d'une enveloppe totale de 4,1 Md SEK (385 M€), sont présentées dans un projet de loi de finances rectificatif « *supplémentaire* » qui a fait l'objet d'une procédure d'adoption par le Parlement le 22 avril, en vue de l'entrée en vigueur des dispositions prévues le 1er mai. Elles comprennent, d'une part, la diminution temporaire (du 1er mai au 30 septembre 2026) de la fiscalité sur les carburants au niveau minimal autorisé par l'UE, pour les ménages et les entreprises (soit une réduction de 4 cts/L pour le diesel et de 10 cts/L pour l'essence). D'autre part, le dispositif est complété par une aide apportée à certains ménages pour compenser la hausse du coût de l'électricité et du gaz pour un montant estimé de 225 M€. Le projet de budget rectificatif comporte également un ensemble disparate de mesures de soutien sectoriel pour un montant cumulé de 335 M€ (électrification des transports, santé publique, défense totale, lancement de satellites).

## **Le gouvernement ouvre la voie à une participation majoritaire de l'Etat dans le projet de nouveaux réacteurs SMR à Ringhals.**

Dans le cadre de la construction de nouvelles capacités nucléaires en Suède, le gouvernement demande l'autorisation du Riksdag, via le PLFR, pour acquérir des actions dans la société Videberg Kraft AB à l'initiative du projet de réacteurs semi-modulaires (SMR) à Ringhals, conférant à l'Etat une part de capital comprise entre 51% et 65%, pour un montant initial maximal de 1,8 Md SEK, soit 170 M€ (les engagements de l'Etat étant plafonnés à 34,3 Md SEK au total, jusqu'à la date de mise en exploitation des

réacteurs, et au plus tard jusqu'en 2045). La société est actuellement détenue à 80% par Vattenfall et à 20% par 9 entreprises électro-intensives du consortium *Industrikraft*.

## **Le chômage est plus élevé que prévu en mars.**

Selon les données publiées par *Statistics Sweden*, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 9,2% en mars, contre 8,4% en février. Ce niveau dépasse nettement les attentes du marché qui tablait sur un taux de 8,5% selon *Infront*. Parallèlement, le taux d'emploi a reculé à 69,0%, contre 69,7% précédemment, confirmant la dégradation du marché du travail et la reprise plus lente qu'anticipé de la croissance à ce stade.

## **Près de 450 000 Suédois ont souscrit à un compte épargne ISK au cours des deux dernières années.**

Selon l'administration fiscale suédoise (*Skatteverket*), cela porte à 4,2 millions le nombre de Suédois ayant un compte d'épargne en actions (*Investeringssparkonto*, ISK), soit 40% de la population. Le ministre du Travail, Johan Britz, s'est félicité de cette nouvelle, en mettant en avant l'exonération des 150 000 couronnes sur le compte ISK introduite en 2025, portée à 300 000 SEK (27 000€) en 2026.

## **Stockholm met en valeur son rôle de marché de capitaux de premier plan en Europe.**

Lors d'un séminaire organisé le 16 avril par la Chambre de commerce de Stockholm, intitulé «*Stockholm: The Capital of Capital* », il a été rappelé que la Bourse de Stockholm a réalisé 60% du volume total des transactions en Europe en 2025. Le marché suédois a également accueilli quatre des dix plus importantes introductions en bourse (IPO) du continent en 2025 : *Verisure* (3,2 Md€ levé, secteur de la sécurité), *Asker Healthcare*

Group (821 M€, santé), *NOBA Bank Group* (792,8 M€, banques spécialisées) et *Röko* (482 M€, holding d'investissements industriels). En Suède, près de 29% des sorties de fonds de capital-investissement s'effectuent via des IPO, contre 8% en moyenne dans l'UE.

## **Les investissements immobiliers de l'armée devraient générer 48 000 emplois en Suède.**

*Fortifikationsverket*, l'autorité chargée d'acquérir des terrains et des biens immobiliers pour les forces armées, s'apprête à créer environ 48 000 emplois grâce à un programme d'investissement sur plusieurs années. En 2025, l'agence avait réalisé des acquisitions pour un montant de 10 Md SEK (930 M€), et Magnus Önnestig, chef d'état-major de la *Fortifikationsverket*, indique vouloir maintenir ce niveau d'investissement annuel pendant plusieurs années, afin de construire de nouvelles zones régimentaires, installations d'entraînement, champs de tir, bureaux et espaces de stockage.

## **Le projet d'acier vert *Stegra* sauvé de la faillite grâce à un consortium mené par Wallenberg Investment.**

En grave difficulté financière depuis octobre 2025, *Stegra*, qui vise une production de 2,5 Mt d'acier vert d'ici 2028, avait lancé une nouvelle levée de fonds de 1 Md€, soit 15% de son financement initial de 6,5 Md€. La startup a annoncé un accord de principe conclu avec un consortium incluant *Wallenberg Investments AB*, lequel apporte 250 M€ et devient ainsi le premier actionnaire, ainsi que le fonds souverain singapourien *Temasek* et le véhicule d'investissement *Imas* (fondation liée à Ikea). Le solde provient de divers investisseurs, dont le fonds d'investissement français *Hy24* spécialisé dans l'hydrogène. La

sécurisation de cette levée permettrait en outre de débloquer 1 Md€ de prêts déjà signés, dont le décaissement était suspendu, portant les ressources mobilisables à près de 2,4 Md€. Un nouveau conseil d'administration sera nommé en juillet, dont Leif Johansson, proche conseiller des Wallenberg et ancien CEO de Volvo AB et président d'Ericsson et d'AstraZeneca, devrait prendre la tête.

## **Des bornes de recharge sous-utilisées face à une adoption plus lente des véhicules électriques.**

Selon l'Agence suédoise de l'énergie (*Energymyndigheten*), la Suède compte 9 100 stations et 61 000 points de recharge en 2026, dont une partie serait sous-utilisée en raison d'un déploiement des véhicules électriques plus lent qu'anticipé. Parmi les 11 000 chargeurs rapides, plus d'un quart est utilisé moins de 10% du temps. Fin 2025, le pays recensait plus de 800 000 voitures rechargeables (433 000 électriques et 374 000 hybrides rechargeables), soit 16% des 5 millions de voitures particulières. Elles représentaient toutefois la majorité des nouvelles immatriculations (63,2%).

## ***Alterna Énergie* reprend l'activité de fourniture d'énergie de *Vattenfall* en France.**

*Alterna Énergie* acquiert l'ensemble des activités (fourniture d'électricité et de gaz), des contrats et des 65 salariés de *Vattenfall Energies SA* en France. Le fournisseur français d'énergie conservera l'intégralité du portefeuille clients du groupe suédois en France, soit environ 15 000 clients professionnels, 3 000 grands comptes et 175 000 contrats résidentiels. À l'issue de cette acquisition (montant non dévoilé), *Alterna Énergie* regroupera 340 000 clients, pour une consommation totale annuelle d'environ 10 TWh.

# Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	2,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2
Norvège <sup>1</sup>	3,2	0,1	2,1	1,1
<i>dont PIB continental</i>	4,3	0,7	0,6	1,8
Islande	9	5,6	-0,7	1,3

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)<sup>2</sup>:

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

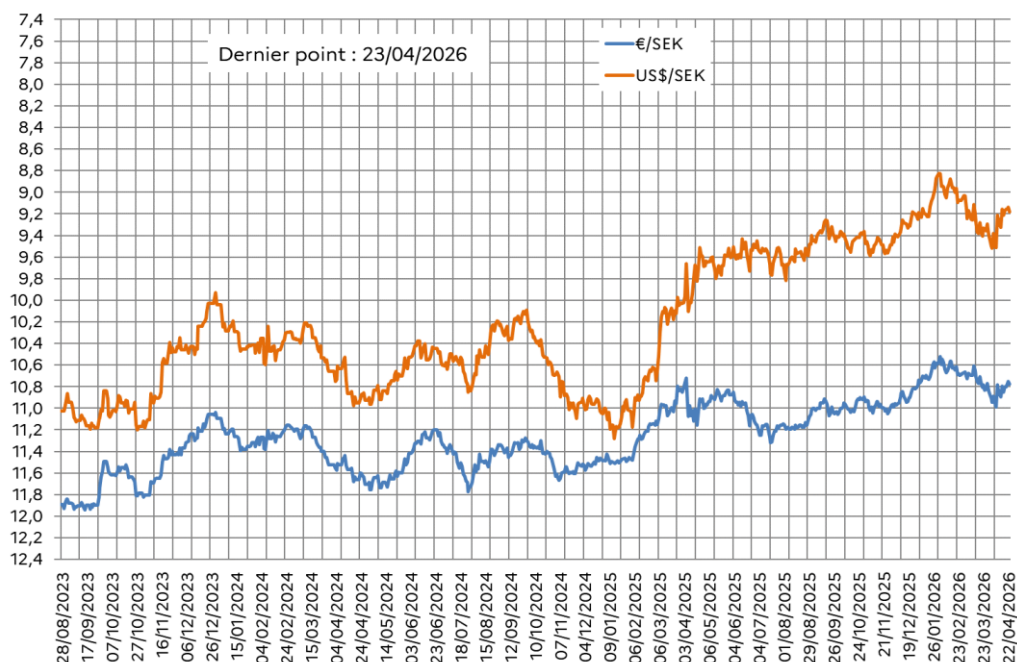
Sources : [OCDE](#)

<sup>2</sup> L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

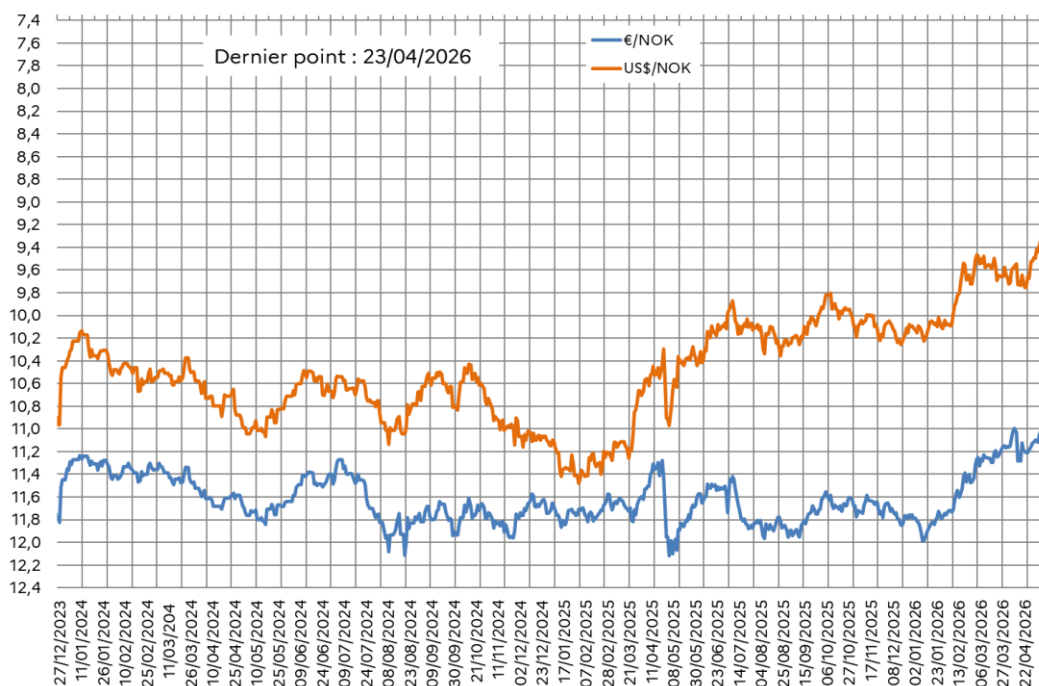
\*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

# Evolution des taux de change

## Couronne suédoise



## Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny  
[olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : [juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr)